Entre urgence économique et climatique : tenir le cap de la sortie des fossiles

Le choc énergétique déclenché par le conflit en Iran confirme la dépendance européenne aux fossiles. Pour réduire vulnérabilité et volatilité, l'UE doit accélérer la transition bas-carbone, stabiliser le cadre politique et renforcer les incitations à la décarbonation.

Seul un changement systémique axé sur les énergies renouvelables et les chaînes de production locale pourra assurer la résilience et la souveraineté du continent européen face aux chocs énergétiques tels que celui que nous vivons depuis le déclenchement de la guerre en Iran. . Pierre-Yves Thoonsport.

Carte blanche -
Par Kaya, coalition belge des écopreneurs, et la coalition européenne Business for a Better Tomorrow*

Publié le 23/04/2026 à 15:40 | Temps de lecture: 2 min

L'escalade du conflit en Iran a provoqué l'un des chocs énergétiques les plus graves de ces dernières années. Les entreprises sont confrontées à une hausse soutenue des prix de l'énergie et subissent des conséquences immédiates : hausse des coûts de production, incertitude quant aux investissements ou affaiblissement des chaînes d'approvisionnement. Ce choc n'est pas passager : il révèle une vulnérabilité structurelle de l'économie européenne.

En 2024, les combustibles fossiles représentaient encore environ 70 % du bouquet énergétique de l'Union européenne, tandis qu'elle reste fortement dépendante des importations, puisque près de 60 % de ses besoins énergétiques sont couverts par des sources étrangères. Une part importante des coûts de production repose donc sur des facteurs externes, instables et incontrôlables. Tant que l'Europe restera tributaire des combustibles fossiles, ses entreprises seront exposées à des chocs géopolitiques et à une volatilité des prix. Réduire cette dépendance doit donc être une priorité stratégique.

À lire aussi | L'UE avance une riposte limitée à une crise des énergies « aussi grave que celles de 2022 et 1973… combinées »

Pour s'en affranchir, une transformation des conditions de production de l'économie européenne s'impose : déploiement massif de solutions bas-carbone, électrification des procédés, réinvention des chaînes d'approvisionnement, notamment par l'intégration des principes de l'économie circulaire et l'utilisation efficiente des ressources, etc. Il s'agit là d'un changement systémique qui détermine directement la résilience et la souveraineté en Europe.

CONTINUEZ VOTRE LECTURE EN 10 SECONDES

Publicité

Cliquez ici LE SOIR

Publicité

Quel cadre politique ?

Dans ce contexte, la question centrale est celle du cadre politique dans lequel placer la stratégie des entreprises. Les décisions d'investissement qui doivent être prises aujourd'hui faconneront les trajectoires industrielles pour les décennies à venir. Elles exigent clarté, stabilité et cohérence. Cela implique avant tout de garantir un cadre réglementaire qui ne soit pas soumis à des changements sous l'effet de pressions court-termistes. Définir un calendrier ferme pour organiser la transition est déterminant, tant sur un plan financier qu'opérationnel. Les entreprises ont besoin de visibilité pour investir dans des technologies durables.

Face aux fluctuations des prix de l'énergie, encore plus de cohérence s'impose. Les mécanismes de prix et la fiscalité déterminent grandement les comportements tant des entreprises que des ménages. Toute politique doit rendre l'électricité décarbonée plus attractive que les énergies fossiles. Même en période de crise, si intervention publique il doit y avoir, elle ciblera le coût de l'électricité plutôt que les combustibles, pour inciter à la sortie des énergies fossiles, dont le prix, quoi qu'il advienne, ne cessera d'augmenter.

Se servir des instruments économiques

Les principaux instruments économiques, au premier rang desquels figure le signal donné par le prix du carbone doivent être maintenus, sinon renforcés. Le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (ETS et ETS2) joue un rôle décisif pour orienter les comportements et les investissements vers l'électrification et la décarbonisation des procédés. Associé à des mécanismes de protection contre la concurrence déloyale des produits importés à forte intensité carbone (notamment le CBAM et l'IAA) et à une stratégie industrielle européenne cohérente, il corrige la déficience du marché pour réduire progressivement notre dépendance aux combustibles fossiles. A l'approche de la révision prévue pour juillet prochain, tout affaiblissement du marché européen du carbone introduirait une incertitude significative, retarderait les transformations et pénaliserait les entreprises exemplaires déjà engagées dans la décarbonation.

À lire aussi | Gilles Vanden Burre (Ecolo) : « Nous voulons remettre sur les rails la sortie des énergies fossiles »

Cette transition doit s'accompagner d'une redistribution équitable des recettes issues de la tarification du carbone, prioritairement affectées à la transition énergétique. Ces fonds doivent soutenir les PME, les infrastructures bas-carbone et les solutions d'électrification, pour garantir l'acceptabilité de la transition.

La crise actuelle n'est pas un épisode isolé, mais un nouveau signal d'alarme. L'Europe et la Belgique doivent choisir : maintenir un modèle vulnérable ou accélérer la transition vers une économie sobre en carbone, résiliente et souveraine. L'heure n'est plus aux demi-mesures : nous devons agir avec cohérence et détermination pour sécuriser un avenir énergétique soutenable.

*Kaya regroupe des entreprises engagées qui placent la régénération écologique au cœur de leur modèle économique. Ses membres – plus de 150 PME, indépendants, porteurs de projets.
Business for a Better Tomorrow regroupe des associations d'entreprises, d'écopreneurs, d'entreprises à impact ou de l'économie sociale.

Contenus sponsorisés

Plus de 2.000 invitations par mois réservées aux abonnés du « Soir »
Le Soir

Soir mag, curieux de tout depuis 1928 !
SoirMag

Powered by Haymarket
Les robots tondeuses d'aujourd'hui, toujours plus performants pour votre confort d'utilisation

Aussi en Cartes blanches

Carte blanche | Nous, les jeunes, ne voulons pas d'une interdiction des réseaux sociaux

Carte blanche | Une Belgique à deux rythmes générationnels

Après plus de vingt ans passés à l'étranger, le retour en Belgique d'un ancien travailleur pour les Nations unies réserve quelques surprises. Un pays qui fonctionne, témoigne-t-il, mais où les rythmes semblent désormais se décaler – souvent selon les générations.

Carte blanche | La généralisation des flexi-jobs : un problème d'égalité entre travailleurs

Carte blanche | Innovéris: Il ne peut y avoir d'année blanche pour la diffusion des sciences à Bruxelles

Voir plus d'articles

Sélectionné pour vous

À la Une

Vanessa Matz sur la grève hpost : « 90 % des travailleurs reprennent le travail. Sans blocage »

Info « Le Soir » | RER et axe Bruxelles-Luxembourg : deux « fantômes » du rail wallon enfin fixés sur leur sort
Par Eric Rasmine

Trump annonce une prolongation du cessez-le-feu au Liban de « trois semaines »

Abonnez-vous au Soir mag 100% digital pour 0,99 €/semaine pendant 6 mois
J'EN PROFITE

Publicité

LE SOIR
Le meilleur de l'actu
Inscrivez-vous aux newsletters
Je m'inscris

Info « Le Soir » | Retrait des substances toxiques : l'Europe tarde à agir
Par Jean-François Munster

Obsèques de Nathalie Baye : de nombreuses personnalités présentes pour lui rendre un dernier hommage (photos)